

E 2200 Rom 22/1

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière*

L Confidentiel

DT

Berne, 8 novembre 1934

Nous croyons comprendre qu'avant d'aller prendre possession de son poste à Milan, M. de Bavier¹ a l'intention de passer à Rome pour recevoir vos instructions et recommandations et nous nous en félicitons vivement, car, en dehors des tâches

1. *Nommé par le Conseil fédéral, le 28 août, consul général de carrière à Milan. Cf. annexe au présent document.*



journalières qui incombent à tout autre Consul général, le nouveau titulaire du poste de Milan se trouve placé devant une mission plus précise, qui exige de la réflexion et du savoir-faire et pour l'accomplissement de laquelle les conseils de votre grande expérience lui seront particulièrement précieux.

Si le Conseil fédéral s'est décidé à installer à Milan un Consul général de carrière, c'est, en effet, dans le but déterminé de contrecarrer les intrigues du Colonel Fonjallaz et de neutraliser l'influence dissolvante que le «fascisme suisse» peut avoir au sein de la colonie suisse en Lombardie. Par quels moyens cet objectif peut-il être atteint? Vous l'apprécierez mieux que nous et M. de Bavier lui-même le déterminera sur place et au fur et à mesure des événements beaucoup mieux que l'on ne pourrait le faire dans des instructions plus ou moins rigides et fixées à l'avance.

Il nous paraîtrait, en revanche, extrêmement désirable que vous examinassiez, au cours d'une conversation avec M. de Bavier, quelles seraient les directives générales qu'il convient de suivre dans l'accomplissement de cette mission spéciale et d'établir, à tout le moins, un programme de début. Nous savons pouvoir nous en rapporter entièrement à vous pour donner à M. de Bavier les avis les plus judicieux. Peut-être, toutefois, faciliterons-nous votre tâche en vous proposant, comme thème de discussion dans votre entretien avec notre Consul général, les considérations ci-après.

Pour contrecarrer utilement les intrigues du Colonel Fonjallaz et l'influence que des personnalités telles que M. Bühler exercent sur les Suisses de Lombardie, il ne faut pas songer à des réunions de la colonie, des discours, des circulaires, qui accentueraient en les soulignant les dissensions qui se sont produites entre compatriotes et, au lieu de l'affaiblir, renforceraient l'adversaire. Seule une action personnelle, discrète et prudente auprès de chaque Suisse pris individuellement peut être efficace.

Cette action qui demande à être menée sans hâte et sans nervosité n'est possible que dans la mesure où chaque Suisse sera convaincu que, pour réussir auprès des Autorités italiennes, l'appui du Consulat est plus efficace que la protection des «fasci svizzeri».

Il ne s'agit nullement, d'autre part, d'exercer une répression contre les Suisses qui se sont laissé séduire par la caricature du fascisme inventée par le Colonel Fonjallaz, mais d'empêcher que les Autorités italiennes se trompent aux apparences et voient dans les «fascisti svizzeri» des Suisses plus dignes d'intérêt que ceux qui se sont tenus à l'écart de ce mouvement.

C'est donc, en première ligne, dans le milieu italien et non dans le milieu suisse qu'il y a lieu de travailler. Il importe, par conséquent, que M. de Bavier s'applique, dès son arrivée à Milan, à nouer, le plus rapidement possible, des relations avec les Autorités administratives et les milieux dirigeants du fascisme italien (sans oublier la presse) et à les consolider assez pour pouvoir se plaindre, non seulement comme d'une incorrection à l'égard de la Suisse, mais d'un acte désobligeant à son endroit, de tout appui et tout encouragement accordés au Colonel Fonjallaz et à ses amis, qu'il s'agisse d'un article servant leur publicité, du prêt d'un local de réunion ou d'une faveur consentie à un Suisse en raison de son appartenance aux fasci.

Vis-à-vis de la colonie suisse elle-même, une attitude un peu réservée nous

paraîtrait recommandable. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'être distant, mais circonspect. Toute manifestation qui aurait pour effet d'«accaparer» le Consul général au profit de tel ou tel comité serait un peu compromettante. M. de Bavier fera donc bien de s'y dérober et nous sommes assurés qu'il saura le faire avec tact et bonne grâce.

Il serait dangereux également de laisser les factions qui divisent la colonie s'imaginer que nous leur prêtons une très grande importance. M. de Bavier devra donc donner l'impression que sa tâche dépasse de beaucoup le cadre de la colonie et que les faits et gestes de MM. Bühler et consorts ne sont nullement son principal souci. Il évitera aussi de paraître prendre au tragique les explications qui lui seront données sur les rivalités existantes et il s'efforcera d'exercer une influence apaisante sans chercher à aller trop vite en besogne et à réconcilier des adversaires ou même à les réunir, tant qu'un résultat satisfaisant ne lui paraîtra pas assuré. (En nouant des relations cordiales avec les principaux notables, en prenant part aux séances des diverses sociétés suisses, en faisant la connaissance individuelle du plus grand nombre de Suisses possible, M. de Bavier assiera son influence beaucoup plus vite et beaucoup mieux qu'en organisant des banquets et en prononçant des discours.)

Il va sans dire, enfin, que M. de Bavier ne peut avoir aucune relation officielle avec les groupements politiques suisses de son arrondissement consulaire (Faisceau, Front national, etc.). A l'égard des fascistes suisses, il adoptera l'attitude réservée qui convient vis-à-vis de gens qui ne se sont pas très bien conduits, mais sans raideur et sans esprit de représailles. Ce n'est pas à lui à faire les premiers pas pour rencontrer MM. Bühler, Tamburini² et consorts, mais il saura faire aussi leur connaissance et leur donner l'impression que, tout en désapprouvant leur action politique, le Consulat général reste très au-dessus des querelles de parti.

Il nous semble qu'avec un programme de ce genre, que vous voudrez bien approfondir et préciser, M. de Bavier évitera les fausses manœuvres qui pourraient compromettre sa mission. Il est bien entendu, d'ailleurs, qu'il restera constamment en étroite liaison avec votre Légation, qu'il prendra son avis dans les cas difficiles et qu'il pourra nous consulter également (Milan est si près de la frontière suisse qu'en une demi-heure d'auto, il pourra se rendre à Chiasso pour s'entretenir avec nous au téléphone avec la certitude d'échapper à la vigilance de la censure).

Nous souhaiterions, d'autre part, que M. de Bavier vous adressât très fréquemment des rapports sur l'évolution des esprits au sein de la colonie et les manifestations des fascistes suisses. Ces rapports n'auront pas besoin d'être longs pour vous mettre au fait et vous permettre de lui donner d'utiles conseils. Copies de ces rapports devraient nous être envoyées directement.

2. Il doit s'agir en réalité de A. Giambonini, cofondateur du groupe fasciste suisse de Milan. Cf. annexe au n° 3.

ANNEXE

E 1004 1/347

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 28 août 1934*³

1500. Reorganisation des Schweizerischen Konsulates in Mailand

Politisches Departement. Antrag vom 14. August 1934
Finanz- und Zolldepartement. Mitbericht vom 23. August 1934

Seit über 12 Jahren steht Herr Richard Hüni dem Schweizerischen Konsulate in Mailand vor. Bis vor kurzem hat seine Geschäftsführung zu keinerlei Beschwerden Anlass gegeben. Insbesondere müssen seine grossen Verdienste um die Schweizerkolonie hervorgehoben werden. In letzter Zeit sind nun aber in Mailand in den Kreisen unserer dortigen Landsleute Verhältnisse entstanden, die es einem nicht völlig unabhängigen Postenchef schwierig machen, seine Aufgabe mit Erfolg durchzuführen.

Nach Einführung des fascistischen Regimes in Italien ereigneten sich bekanntlich mehrere Grenzzwischenfälle und gewisse Anstände wegen des Schutzes unserer dort niedergelassenen Landsleute. Es wurde nun als Nachteil empfunden, dass dem Honorarkonsulat in Mailand nicht wohl die Aufgabe übertragen werden konnte, bei der Erledigung solcher Zwischenfälle durch Einschreiten bei den Lokalbehörden mitzuwirken. Statt dessen musste stets, auch in weniger wichtigen Fällen, die Gesandtschaft in Rom mit einer Intervention bei der Italienischen Regierung beauftragt werden. Der Mangel einer Berufsvertretung zeigte sich nun aber ganz besonders bei den bekannten Vorfällen, die sich vor kurzem innerhalb der Schweizerkolonie ereigneten. Das Konsulat hat offenbar die Bedeutung der Treiberein der Fonjallaz-Fascisten nicht rechtzeitig erkannt, unterliess es deshalb, die Gesandtschaft oder das politische Departement sofort zu unterrichten und machte auch wenig Anstrengungen, um Weiterungen entgegenzutreten. Es zeigte sich, dass das Konsulat vor diese Schwierigkeiten gestellt, versagt hat. Herr Steinmann, der in seiner Eigenschaft als Präsident der Schweizerischen Handelskammer in Italien über die Vorgänge in Mailand dem Bundesrate Bericht erstattete⁴, glaubte daher erklären zu müssen, dass der Konsul weder in der erregten Kolonie noch bei den italienischen Behörden unter den jetzigen ausserordentlichen Verhältnissen über den erforderlichen Einfluss verfüge. Eine Untersuchung an Ort und Stelle durch Herrn Legationssekretär Rezzonico⁵ von der Gesandtschaft in Rom führte im wesentlichen zur Bestätigung dieses Eindruckes. Der Genannte und die Gesandtschaft in Rom empfehlen daher die Ernennung eines Berufsvertreters.

Es wäre unrichtig und auch ungerecht, Herrn Konsul Hüni für die geschilderte Sachlage verantwortlich machen zu wollen. Der verdienstvolle Konsul ist in seinem 72. Lebensjahre vor eine Aufgabe gestellt worden, deren restlose Erfüllung man nicht wohl von ihm erwarten konnte. Als Chef und Inhaber einer Handelsfirma in Italien ist Herr Hüni derart mit den Verhältnissen des Landes verwachsen, dass er kaum über die nötige Bewegungsfreiheit verfügen dürfte, um mit Erfolg gegen eine Organisation innerhalb der Kolonie vorzugehen, die versuchte, das politische System des Gastlandes zu kopieren und damit vermeinte — allerdings zu Unrecht — auf dessen Unterstützung rechnen zu können.

Es dürfte sich daher nicht empfehlen, an Stelle von Herrn Hüni nach einem andern Honorarvertreter Umschau zu halten. Ein solcher Nachfolger würde wegen seiner Eigenschaft als Ehrenbeamter unter den jetzigen Verhältnissen in Mailand mit den gleichen Schwierigkeiten wie Herr Hüni zu rechnen haben. Darüber geben sich die zahlreichen Bewerber offenbar nicht genügend Rechenschaft. Gäbe man übrigens einem dieser Anwärter den Vorzug, so hätte dies wahrscheinlich zur

3. *Absent: Pilet-Golaz.*

4. *Cf. n° 34, n. 1.*

5. *Cf. n° 42.*

8 NOVEMBRE 1934

255

Folge, dass die Zurückgesetzten mit ihrem Anhang dem neuen Konsul Schwierigkeiten machen würden, sodass die Unruhe in der Kolonie nur noch grösser würde.

In letzter Zeit kann man nun allerdings die Feststellung machen, dass eine gewisse Beruhigung eingetreten ist. Dies darf zunächst auf die durchaus korrekte Haltung der italienischen Behörden zurückgeführt werden. Ferner aber haben die von den Bundesbehörden getroffenen Massnahmen ihre Wirkung nicht verfehlt. Die Vertreter der Kolonie sind vom Bundesrate angehört worden und das politische Departement hat, wie bereits erwähnt, einen Sonderbeauftragten vorübergehend nach Mailand entsandt, der später auch im Auftrage der Gesandtschaft an der Bundesfeier in Mailand teilnahm. So haben unsere dortigen Landsleute die Gewissheit erhalten, dass die Behörden des Heimatlandes das mögliche vorkehren werden, um der Wiederholung solcher Vorfälle vorzubeugen. Ferner aber steht die Kolonie unter dem Eindrucke, dass der Bundesrat auch in bezug auf die Reorganisation des Konsulates diejenigen Massnahmen anordnen wird, die sich aus den Ereignissen ergeben. Würden diese Erwartungen der Kolonie enttäuscht, so wäre trotz der jetzigen Ruhe mit neuen Zwischenfällen zu rechnen.

Bei dieser Sachlage empfiehlt es sich daher, entsprechend dem Vorschlage der Gesandtschaft in Rom, den Posten Mailand mit einem Berufsvertreter zu besetzen.

Die Aufgabe dieses Berufsvertreters wird vor allem sein, eine endgültige Befriedung der Schweizerkolonie zu erreichen. Eine solche Aufgabe wird man einem erfahrenen Beamten zu übertragen haben; im Interesse seiner Mission muss dessen Stellung den italienischen Behörden und der Kolonie gegenüber eine gehobene sein. Das politische Departement ist mit der Gesandtschaft in Rom daher der Auffassung, dass ein Legationsrat mit der Leitung des Postens zu betrauen ist, dessen Stellung innerhalb der Carrière es entspricht, wenn dabei das Konsulat in ein Generalkonsulat umgewandelt wird.

Antragsgemäss und mit Zustimmung des Finanz- und Zolldepartementes wird daher *beschlossen*:

1. Das Schweizerische Konsulat in Mailand wird zum Generalkonsulat erhoben;
2. Herr Karl Eduard von Bavier, Legationsrat, von Zürich und Chur, wird zum Berufsgeneralkonsul ernannt und nach Mailand versetzt;

[...]